La France de la cinquième République

Introduction

-En 1958 la France entre dans la 5ème République qui se poursuit encore aujourd'hui

-Rôle prépondérant de de Gaulle

-Succession de présidents et différentes politiques menées

-En même temps d'importantes modifications sociales et économiques qui ont influé sur la politique

Problématique : Quelle fut l'évolution politique sociale et économique de la France sous la 5ème République de 58 à nos jours ?

Plan : I/ De Gaulle

II/ La difficile succession de de Gaulle

III/ Mitterrand: l'alternance

VI/ Le retour de la Droite

I/ LA FRANCE SOUS LA PRÉSIDENCE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Ou LA RÉPUBLIQUE GAULLIENNE

-Il ne s'agit pas simplement de parler de la France de 58 à 69 mais de montrer en quoi la personnalité du général de Gaulle a joué un rôle prépondérant dans la manière de gérer les affaires de la république.

-Rappel : DG personnage emblématique de la résistance, du GPRF mais aussi de l'avant 4ème Rep qu'il quitte avant même que celle ci ne voie le jour.

-L'Algérie le ramène au pouvoir.

DG va transformer la France dans tous les domaines, tant celui de la politique intérieure , des institutions même, de la politique extérieure. Mais c'est aussi une période de mutations sociales profondes dont mai 68 restera le symbole.

A/ Une vie politique marquée par la personne de De Gaulle

1-La Constitution lui donne un grand pouvoir

-Préparée par un proche, Michel Debré : premier Premier Ministre: volonté de concrétiser **ses idées de Bayeux**

- Achevée **le 4 septembre 1958**, il la fait approuver par référendum (80% de oui sauf…Mitterrand et Pierre Mendes France) **le 28 septembre**. Et y applique ses idées de Bayeux (1946)

CARACTÉRISTIQUE DE DG: USAGE FRÉQUENT DU RÉFÉRENDUM

01/1961 auto détermination en Algérie (75% oui)
04/1962 Accords d'Evian (90% oui)
10/1962 : élection du président au SUD (62% oui)
04/1969 Réforme du Sénat et Régionalisation (53% non)

LES INSTITUTIONS DE LA Ve REPUBLIQUE

FONCTIONNEMENT

_INSTITUTIONS DE LA Ve RÉPUBLIQUE

Les premières législatives de la 5ème république ont lieu en novembre 1958 : l'UNR (parti gaulliste) y obtient la majorité et De gaulle est nommé président de la république le 21 Décembre 1958.

2-Un rapport personnel à la France et aux Français :

De Gaulle a toujours évoqué dans ses mémoires son sentiment d'une mission à remplir vis-à-vis des Français, c'est pourquoi son pouvoir est en grande partie charismatique.
Il a très bien su utiliser la Télé ,qu'il a d'ailleurs soigneusement censurée (l'ORTF *Office de radiodiffusion-télévision française*)
Il a aussi multiplié les contacts avec les Français soit par les biais des référendums soit par la demande d'élections du président au suffrage universel direct

3° Une politique étrangère très « personnelle » : l'obsession de l'Indépendance nationale

-Règlement des conflits coloniaux : Algérie avant référendum et indépendance de l'Afrique Noire

-critique du leadership américain : De gaulle critique dans son discours de Phnom Penh la guerre du Vietnam et encourage les Québécquois contre un Canada américain (Vive le Québec libre).

- Recherche de nouveaux partenaires : reconnaissance de la Chine communiste en 1964, rapprochement avec l'URSS (voyage à Moscou en 1966). « Coopération » avec les pays d'Afrique Noire

-Oui à l'Europe économique : création de la PAC en 1962 ! Mais Non à l'Europe supranationale ! Contre le RU en Europe

B/ Un pouvoir qui va s'user…

1°) Le mouvement de 1965 :

En 1965, lors des premières élections au Suffrage universel direct, De Gaulle est mis en ballottage* par le candidat de la gauche F. Mitterrand. (DG 45%/ Mitterrand 32%) Élu tout de même au deuxième tour (grâce à son slogan choc « Moi ou le chaos »), De Gaulle, vieillissant, la majorité présidentielle ne l'emporte que grâce aux voix d'outre mer.

**En politique, le ballottage ou ballotage est une situation dans laquelle aucun des candidats n'a réuni la majorité requise au premier tour*

2°) Mai 68 :

-Manifestations étudiantes parfois violentes autour du quartier latin: la jeunesse est de plus en plus en décalage

- slogans « Dix ans ça suffit », menés par le leader

Daniel Cohn-Bendit dit « Dany le rouge »

-Le 13 Mai 68 le mouvement s'élargit aux syndicats ouvriers qui demandent une grève générale.

-C'est le Premier ministre Georges Pompidou qui gère la crise et accepte de signer **les ACCORDS DE GRENELLE** le 25 mai qui octroient une hausse des salaires et un meilleur droit syndical.

La crise devient politique : Mitterrand « Il n'y a plus d'Etat »

quartier latin

DG annonce une dissolution de l'Assemblée nationale et des législatives le 30 mai 1968.

3°) Le départ de de Gaulle :

-De Gaulle entreprend d'abord un bouleversement interne de son propre parti pour s'adapter à la situation : l'UNR devient l'UDR (Union pour la Défense de la République).

-Il change de Premier Ministre et nomme Maurice Couve de Mureville à la place de Pompidou

- En **avril 1969** il propose un référendum sur une réforme du Sénat qui permettrait la création de régions en France et donc ultérieurement une décentralisation.

Le résultat est non et démissionne. ***(« Si je suis désavoué par une majorité d'entre vous, je cesse mes fonctions »).***

De nouvelles présidentielles se préparent et le Président du sénat comme l'indique la Constitution assure la transition : Alain Poher.

C/ Mais cela reste une période d'intense mutations économiques et sociales : les trente glorieuses

1/ Un certain interventionnisme d'Etat :

- création du nouveau franc : une monnaie forte étant un outil de réussite économique.
- Une modernisation du pays : maintien de la planification, , aménagement du territoire avec la création de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale)., allongement de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, 1959 grands chantiers urbains cofinancés par l'Etat pour créer de grands ensembles. …. (En liaison avec le Baby Boom…)

2/ Une mutation profonde de l'économie française :

- L'agriculture se modernise :

Augmentation des rendements, exode rural, mécanisation. Contexte général de la PAC (créée en 1962).

- L'Industrie :

Augmentation de la production industrielle. Les actifs employés dans l'industrie se maintiennent mais grâce à l'industrie fonctionnant avec le pétrole. Cela provoque alors une crise des industries charbonnières (grèves des mineurs de 1963). L'État investit dans l'aéronautique (plan concorde) et dans l'informatique : plan calcul avec la société Bull).

vol du concorde

- Le tertiaire :

C'est le secteur qui connaît le plus grand développement.

3/ Une société mal adaptée à ces changements :

- L'entrée dans la société de consommation . 1er supermarché carrefour 1963, Fnac 1969. Le tout en parallèle avec le BABY BOOM :les baby Boomers arrivent à l'age adulte…arts ménagers
- Une profonde mutation sociale : recul du nombre de paysan, augmentation su salariat, développement du travail féminin. La modernisation génère des exclus : mineurs, petits agriculteurs, artisans. Les Français deviennent majoritairement urbains. L' ANPE est crée en 1967 car dès lors le marché du travail commence à se saturer. C'est la « révolution silencieuse »
- Un changement de valeurs que de Gaulle a du mal a accepter : les valeurs traditionnelles reculent : recul des pratiques religieuses, les femmes militent pour leur droit à l'avortement, à la contraception libre (accordé seulement en 1967 ! ! !), les jeunes demandent la liberté sexuelle ; Ces origines sont la toile de fond des évènements de mai 68.

De Gaulle reste le seul président français à avoir volontairement interrompu son mandat présidentiel.

En 1969, c'est l'ancien premier ministre de De gaulle qui est élu président : Georges Pompidou.

II/ LA DIFFICILE SUCCESSION DE DE GAULLE 1969-1981

A/ Georges Pompidou 1969-1974

Les élections présidentielles ont lieu en **juin 1969** et Pompidou est élu au deuxième tour avec **57%** des voix devant A.Poher.

Avec Pompidou la tradition gaulliste est préservée.

Pompidou nomme **Jacques Chaban-delmas** (très longtemps maire de Bordeaux) comme premier ministre et s'entoure notamment de **Valery Giscard d'Estaing aux finances**.

Son programme est celui de la **« nouvelle société »:** il a pour but d'adapter la France à la croissance des Trente Glorieuses en prenant en considération ce que Mai 68 a révélé.

Quelles réformes?

-Le SMIC succède au SMIG

-Mensualisation des salaires les plus modestes

-Fin de la main basse du gouvernement sur la télévision (ORTF)

-Création de conventions collectives

La « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas

Nommé Premier ministre par Georges Pompidou, Jacques Chaban-Delmas, gaulliste historique, figure de la Résistance, ministre de Pierre Mendès France en 1954, cherche à résoudre les problèmes de la société française en tenant compte des aspirations de mai 1968.

NOTRE NOUVELLE SOCIÉTÉ doit être fondée, en premier lieu, sur l'élargissement des libertés publiques. C'est dans le domaine si controversé de l'information que j'entends traduire, par priorité, la volonté du gouvernement d'atteindre un tel objectif. […] Le secrétariat d'État à l'Information est supprimé. Désormais, c'est un porte-parole qui fera connaître aux journalistes et à l'opinion les travaux réalisés, les orientations choisies et les décisions prises par le gouvernement. […] Dans l'université, comme dans nos régions, dans nos villes, comme dans nos campagnes, la participation doit devenir une réalité vivante grâce au concours de tous. Comment, enfin, ne pas chercher à l'étendre au domaine de l'entreprise […] ? Là aussi, une orientation positive a été amorcée par les récents accords entre le patronat et les syndicats. Il faut aller plus loin et renouveler profondément le cadre, les règles et les modalités de la concertation. […] C'est pourquoi, dans les prochains jours, je vais recevoir les dirigeants des organisations professionnelles, syndicales et sociales afin d'examiner avec eux, non seulement les problèmes immédiats, mais aussi la question fondamentale posée par la mise en œuvre de cette concertation permanente. La société que nous voulons construire doit être aussi – faut-il le dire ? – une société solidaire. Solidaire à l'égard des faibles et des malchanceux, tout d'abord. Et, à cet égard, figurent au premier rang de nos préoccupations les mal-logés, les personnes âgées, les handicapés, les veuves. […] Mais je n'aurais garde d'oublier ces travailleurs étrangers qui assument dans notre économie les travaux les plus pénibles et dont les conditions d'accueil doivent être améliorées. Notre société doit être également solidaire à l'égard des catégories sociales et des individus qui sont particulièrement touchés par l'indispensable mutation de nos structures économiques.

Jacques CHABAN-DELMAS, déclaration du 26 juin 1969,
dans le *Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale.*

Info

Conventions collectives

Social

Mais des contestations persistent dans la lignée de Mai 68 :

-celle des féministes (manifeste des 343 salopes de 1971, **MLF)**

-mais aussi celle de la Gauche : « d'union de la Gauche » en Juin 1972 / renforcement de l'opposition.(lire doc)

-Jacques Chaban-Delmas va même être contraint de démissionner en juillet 1972 :remplacé par **Pierre Messmer: politique conservatrice** notamment face à l'augmentation du prix du pétrole
déclaration Messmer

Le 2 avril 1974 Pompidou meurt durant son mandat et des élections présidentielles anticipées sont organisées en Mai 1974. (Poher assure l'intérim : encore ! ! ! ! !).

En 1974 sont organisées de nouvelles élection présidentielles qui voient la victoire du « jeune » Valéry Giscard D'Estaing

B/ Valéry Giscard D'Estaing 1974-1981

VGE (bio p 282) est élu au second tour avec juste 425000 voix d'avance devant François Mitterrand.

Durant la campagne électorale la télévision a joué un très grand rôle et la participation fut très forte au 2ème tour (87%).VGE au journal télé

Elu, il nomme Jacques Chirac (41 ans) au poste de premier ministre.

Le gouvernement Chirac: 1974-1976

Des mesures importantes:

- -majorité à 18 ans 1974 (voir doc)
- -Loi Veil (IVG) loi Veil
- -libéralisation de la contraception1975

Mais des problèmes surviennent très rapidement:
(FIN DES TRENTE GLORIEUSES ET DEBUT DES 20 RUGUEUSES)

le chômage augmente ainsi que l'inflation -Chirac démissionne en août 1976. Il est remplacé par **Raymond Barre.**

Le gouvernement Barre 1976-1981

La crise s'amplifie sous l'effet du **second choc pétrolier** de 1979. Le chômage s'envole ainsi que l'inflation et il faut augmenter les cotisations ainsi que les prélèvements obligatoires/ Impopulaire/ **STAGFLATION**

Des tensions apparaissent même au sein de la majorité : Chirac crée son propre parti en **1976 le RPR** et **VGE crée l'UDF** en 1978.

A l'approche des présidentielles de 1981, de VGE souffre de la crise (affaire des diamants du président en 1979-1980).

Aux élections de 1981, Mitterrand (« la force tranquille » : c'est son slogan) est élu au second tour devant VGE <u>le 10 MAI 1981 avec 51.75% des suffrages.nuit 1981</u>

La campagne de François Mitterrand pour les présidentielles de 1981

III/ L'ALTERNANCE 1981-2007

A/ Mitterrand au pouvoir 1981-1995

a) Le premier septennat: 1981-1988

-Mitterrand /slogan choc et ses 110 propositions.

Étudions les différentes propositions.

Propositions majeures

Le programme du candidat Mitterrand

« **Une nouvelle croissance**

21. Le secteur public sera élargi par la nationalisation des neuf groupes industriels prévus dans le programme commun (…).

23. La durée du travail sera progressivement réduite à 35 heures. (…)

La justice sociale

31. Le SMIC sera relevé (…).

32. Les taux de TVA seront ramenés au taux zéro pour les produits de première nécessité. (…)

34. Un impôt sur les grandes fortunes sera institué (…).

35. L'impôt direct sera allégé pour les petits contribuables, renforcé pour les gros revenus. (…)

La démocratie respectée

45. Le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans renouvelable une fois, ou limité à 7 ans sans possibilité d'être renouvelé.

46. Le Parlement retrouvera ses droits constitutionnels. Le recours à l'usage du vote bloqué sera limité.

47. La représentation proportionnelle sera instituée pour les élections à l'Assemblée nationale. Chaque liste comportera au moins 30 % de femmes. (…)

49. La vie publique sera moralisée (…).

Une justice indépendante

53. Abolition de la peine de mort. (…)

Des droits égaux pour les femmes

65. L'égalité de rémunération entre hommes et femmes sera garantie. (…)

De nouveaux droits pour les immigrés

80. L'égalité des droits des travailleurs immigrés avec les nationaux sera assurée (travail, protection sociale, aide sociale, chômage, formation continue). Droit de vote aux élections municipales après cinq ans de présence sur le territoire français. (…)

Une société solidaire

82. Le droit à la retraite à taux plein sera ouvert aux hommes à partir de 60 ans et aux femmes à partir de 55 ans. (…)

Une éducation de qualité

90. Un grand service public, unifié et laïc sera constitué (…).

Sécurité et identité de la France

105. Développement d'une stratégie autonome de dissuasion et organisation nouvelle du service national réduit à six mois. »

Extraits des 110 propositions du candidat Mitterrand lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 1981.

Les mesures prises par Pierre Mauroy 81-84

Loi Deferre
Nationalisation 82

Lois sociales:

Retraite 60 ans

39 heures

Augmentation du Smic

Justice

Abolition peine de mort; Badinter

Dépénalisation homosexualité

Information

Radios libres

CSA

PROBLEMES

déficit budgétaire

déficit commerce extérieur

Inflation

Recul de la gauche municipales 83, européennes 84 et manifestations

L.FABIUS 1984-1986

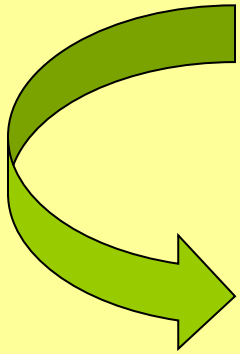
redorer le blason du PS (Chevènement…) mais des scandales : ex: Rainbow Warrior

législatives du 16 MARS 1986

PREMIERE COHABITATION 1986-1988

Chirac premier ministre

Politique plus libérale, de rigueur car chômage 2 millions et 14% inflation ex: privatisations



Présidentielles de 1988
Mitterrand réélu se présentant comme le « garant des acquis sociaux »: 54% des voix

b) Le deuxième septennat: 1988-1995

Le gouvernement Rocard: 1988-1991
-Le RMI
-La CSG pour financer le déficit de la Sécurité Sociale
-Le livre blanc sur les retraites

Mais problèmes financiers

Le gouvernement Edith Cresson: 1991-1992 (323 jours)
-reprise des mouvements sociaux (grèves des infirmières, manifestations des paysans...)
-**le scandale du sang contaminé**;
En 1992, E.Cresson est remplacée par Pierre Bérégovoy
-Maastricht

Le gouvernement Bérégovoy 1992-1993
-politique de rigueur budgétaire
-Un an ne suffit pas pour mener une politique réellement efficace: 1993 le cap de 3 millions de chômeurs est franchi...
La gauche perd donc sans surprise les législatives de 1993

1993-1995: Cohabitation et « crépuscule de Dieu »

Discours de politique générale d'E. Balladur (1993)

Sur le plan intérieur, la France doit faire face à une situation économique et sociale plus grave qu'aucune de celles qu'elle a connues depuis une quarantaine d'années, lorsqu'elle eut surmonté les conséquences de la guerre. C'est toute notre société qui s'interroge ou, trop souvent, doute : l'aggravation de l'insécurité, comme celle du chômage, jette le trouble dans l'esprit des Français et l'impuissance des gouvernements précédents pour limiter l'une et l'autre a accru leurs inquiétudes ; la crise des banlieues et des villes est sérieuse, les incertitudes des jeunes face à leur avenir sont profondes. Tout ceci conduit à une crise morale.

Aux erreurs graves du début des années 1980, et dont nous supportons encore les conséquences, erreurs marquées par la volonté d'assurer le progrès social sans chercher à lui donner une base économique réelle, s'est ajoutée une autre erreur dans les années 1988-1990. Alors, une chance historique de réformer la société française dans une période de croissance a été manquée. En outre, notre pays connaît une crise de l'État. Celui-ci ne joue plus de façon satisfaisante son rôle de garant de l'ordre social et de la solidarité. Il a du mal à assumer ses responsabilités régaliennes dans les domaines de la justice et de la sécurité.

Voilà brièvement décrite la situation que le peuple français nous a demandé de redresser. Encore tout n'est-il pas connu. Pour agir, il nous faut en savoir plus, notamment sur l'ampleur réelle des déficits publics, sur la situation financière exacte des régimes sociaux, sur l'aptitude de notre système d'éducation à donner à notre jeunesse les clés de son avenir, sur les conditions permettant de garantir à notre agriculture sa plus juste place dans notre économie.

E. Balladur, Discours de politique générale devant l'Assemblée nationale, le 8 avril 1993.

Autres problèmes

Scandales : jeunesse Pétainiste, Cancer, fille cachée

1993 Bérégovoy se suicide

Sang contaminé

Montée du FN: législatives 1986 plus de voix que le PC !

Montée du Quart Monde (les Restos)

B/ Chirac au pouvoir 1995-2007

a) Le premier septennat: 1995-2002

-Campagne de 1995 dénonce la « fracture sociale »
-52.6% des voix. devant Jospin
-1995-1997: Alain Juppé premier ministre: impopulaire (reforme sécurité Sociale): manque de soutien même au sein du RPR

1997 CHIRAC DISSOLUTION ASSEMBLEE NATIONALE dissolution

1997-2002 Jospin Premier ministre

Les mesures de L. Jospin 1997-2002

-applique les 35 heures
-crée la CMU
-instaure le PACS 1999
-instaure la parité 1999
-crée les emplois jeunes et CES
-fait voter le quinquennat en 2000

LE SEISME DU 21 AVRIL 2002

Premier tour

Chirac 19.9%

Le Pen 16.9%

Jospin 16.2%

Deuxième tour

Chirac 82.2%

Le Pen 17.8%

b) Le deuxième quinquennat 2002-2007

Les principaux sujets de débat aujourd'hui

Social

-Droit au logement: enfants de Don Quichotte

-Réforme Sécu et retraites

-Travailleurs pauvres

Sécurité

-Banlieues 2005

-Violence scolaire

-Montée du racisme et antisémitisme

Travail

-Chômage des jeunes

-Chômage des plus de 50 ans

Discriminations à l'embauche

Extérieur

Intégration dans l'UE: 2005 non au référendum constitution

-terrorisme, fondamentalisme GSPC

DISCOURS J.CHIRAC VŒUX 2007

Mes Chers Compatriotes de métropole, d'outre-mer, de l'étranger,
A la veille de l'année 2007, qui sera particulièrement importante pour l'avenir de notre pays, j'adresse, du fond du cœur, à chacune et à chacun d'entre vous mes vœux les plus chaleureux.
Et je pense d'abord à toutes celles et à tous ceux qui sont victimes de la solitude, de la maladie, de la détresse.
Je veux aussi saluer avec respect et reconnaissance nos soldats qui défendent, partout dans le monde, la paix et les valeurs de la France.
Ensemble, depuis que j'ai l'honneur de vous servir et de vous représenter, nous vivons des changements considérables.

Une économie mondiale en pleine expansion. Une concurrence de plus en plus vive mais qui nous ouvre aussi des opportunités nouvelles. La révolution de l'Internet, qui transforme notre façon de communiquer, de travailler, de vivre en société. Un monde où la surexploitation des ressources naturelles dérègle le climat et mettra en danger l'humanité, si nous ne réagissons pas dès maintenant. Un monde qui n'a jamais été aussi riche et aussi pauvre à la fois. Un monde marqué par le 11 Septembre, le terrorisme, la guerre en Irak, la crise au Proche-Orient, la tentation absurde et irresponsable du choc des civilisations et des cultures.
Parce que j'aime passionnément la France, je me bats pour qu'elle prenne toute sa place dans ce nouveau monde tout en restant fidèle à elle-même. Je me bats pour que chaque Français, pour que chaque jeune en particulier, ait sa chance, où qu'il vive et quelles que soient ses origines.
Bien sûr, je voudrais que les choses avancent plus vite, et qu'elles avancent mieux pour chacun d'entre vous. Mais grâce à votre talent, grâce à votre travail, la France s'affirme.

Avec l'action résolue du Premier ministre et de son gouvernement, le chômage baisse fortement : déjà 360 000 chômeurs de moins. La croissance est là et elle est solide. Nos retraites, notre sécurité sociale se réforment et c'est la garantie de leur avenir. Le nombre de logements sociaux nouveaux chaque année a doublé depuis 2002. Nos regards et nos comportements évoluent heureusement vis-à-vis des personnes handicapées, des victimes du cancer, des victimes de la violence routière. Grâce à votre mobilisation, près de 9 000 vies ont été sauvées sur les routes de France.

D'ici aux élections, j'aurai une double exigence : que le Gouvernement soit au travail, à votre service, pour la sécurité, pour l'emploi, pour le pouvoir d'achat et que ces mois soient aussi des moments de débats ouverts, démocratiques et responsables et je m'y engagerai pleinement. Je voudrais vous dire ce soir quels en sont, à mes yeux, les enjeux majeurs.

Le premier, c'est l'unité et le rassemblement autour des valeurs qui font la France : la liberté, l'humanisme, le respect, et notamment le respect de la diversité et des différences, la laïcité, le combat contre le racisme, l'antisémitisme, le communautarisme. **N'écoutez pas les apprentis sorciers de l'extrémisme.** La France est forte, la France est belle quand elle sait, tout à la fois, faire respecter ses règles et tendre la main.

Le deuxième enjeu, c'est évidemment le progrès économique et social. Je sais les souffrances et les difficultés auxquelles certains d'entre vous sont confrontés. Je connais vos attentes pour ce qui concerne les salaires et le pouvoir d'achat, c'est-à-dire la juste récompense de votre travail. Mais gardez-vous cependant des idéologies, des illusions, du retour aux recettes qui ne marchent pas. C'est le travail, c'est la formation, c'est la recherche qui font la force des économies modernes. En donnant toute sa place au dialogue social, des réformes importantes sont devant nous : pour aller beaucoup plus loin dans la baisse du chômage, pour faire de la participation un véritable projet de société, pour donner plus de puissance à nos entreprises, pour mettre en place un véritable droit au logement opposable, c'est-à-dire faire du droit au logement une réalité. Et je demande au Gouvernement d'avancer sur ce point dans les toutes prochaines semaines.

Le troisième enjeu, c'est de bien mesurer que la France a des responsabilités particulières dans le monde. La vocation de la France et son honneur, c'est d'affirmer sa voix avec force et avec indépendance pour la paix et pour la justice. C'est aussi son intérêt. Ainsi, agir comme nous le faisons, pour le développement des pays les plus pauvres, c'est, bien sûr, répondre à une exigence morale essentielle. Mais c'est également prévenir l'afflux à nos frontières de tous ceux qui quittent leur pays parce qu'ils n'ont plus d'espoir.

Le quatrième enjeu, c'est l'Europe. Depuis un an et demi, nous avons choisi de faire progresser l'Europe des projets : la recherche, l'énergie, la sécurité, l'immigration. N'oublions jamais que l'Europe, c'est la garantie de la paix et de la démocratie sur notre continent. C'est donc notre avenir. Le 50e anniversaire du Traité de Rome, le 25 mars prochain, nous offre l'occasion de donner un nouveau souffle à la construction européenne : pour une Europe politique, pour une Europe de l'ambition économique et du progrès social, pour une Europe qui nous protège. La France y prendra naturellement toute sa part.

Enfin, il y a l'enjeu écologique. C'est un enjeu immédiat. Un enjeu politique. La France est le premier pays au monde à avoir inscrit en 2005 une Charte de l'environnement dans sa Constitution. En février, elle accueillera une conférence internationale pour accélérer la marche vers une Organisation Mondiale de l'Environnement. Mais c'est aussi chez nous que ce combat se gagne, par le changement en profondeur de nos comportements et de nos politiques. C'est une exigence et c'est une chance. Avec la nécessité d'inventer une économie respectueuse de l'environnement, c'est une nouvelle révolution industrielle qui est devant nous, celle du développement durable. Elle sera source de croissance et d'emplois et la France a tous les atouts pour en être le champion.

Mes Chers Compatriotes, Oui, nous pouvons être fiers d'être Français ! Poursuivons notre effort de modernisation. Ne cherchons pas à imiter. Soyons nous-mêmes. Au printemps prochain, vous aurez à faire des choix décisifs. Faites vivre intensément vos convictions. Vous êtes le peuple souverain. La France a besoin de chacune et de chacun d'entre vous. Elle compte sur vous.
Vive la République ! Vive la France !

SARKOZY: 2007-2012

Social/eco

-Pas d'alcool et de cigarettes avant 18 ans 2009

-2007 défiscalisation heures supp

-Non remplacement d'un fonctionnaire sur 2

-Retraites: 62 ans et 40 ans cotisations 2010

-volonté de baisse du déficit à 60% du PIB (1.6milliards en 2011)

-baisse TVA 5% restauration

-RSA 2009

-2007 flexibilité 35h

-2009: ouverture dimanche

-bouclier fiscal (50%)

Politique

-fermeture de tribunaux et ouverture tribunaux proximité

-autonomie universités 2011

-HADOPI

-Ministère immigration et identité nationale

-2008 le président peut s'exprimer devant ass nationale (1er fois depuis 1848 louis napo)

Extérieur

- « speed diplomacy »

-2009 France de retour ds OTAN

-coopération économique avec l'Allemagne pour aider états en crise ds UE

-2010: Roms

-2011: aide à la Tunisie et Libye

-2011: retrait d'Afghanistan

-Contrairement à Chirac soutien à Israël 2010

-2009: Traité de Lisbonne

-2010 contre le boycott des JO Pékin

-2010: accords de Londres coop militaire avec RU

CE QUI N'A PAS ETE FAIT

-alloc familiale à 1 enfant

-taxe sur le profit des entreprises

-allocation pour les mères au foyer

-service civil obligatoire

-test ADN pour le regroupement familial

- 2 mandats maxi pour le président

2012-2017

François Hollande

Début du mandat 15 mai 2012

Fin du mandat 14 mai 2017

Mesures importantes

- Contrôle des loyers (loi ALUR) 2014
- Augmentation des impôts
- Réduction des dépenses
- Création de postes d’enseignants
- Promulgation du mariage pour tous 2013 (Manif pour tous)
- 2015 attentats terroristes

Manifestation de la Manif pour tous en octobre 2016